

**Conseil des ministres
franco-allemand - Union
européenne - Migrations - Alliance
pour le Sahel - Climat - Conférence
de presse conjointe de M.
Emmanuel Macron, président de la
République et de Mme Merkel,
chancelière de la République
fédérale d'Allemagne - Propos de
M. Macron**
(Paris, 13 juillet 2017)

Madame la Chancelière, Chère Angela,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Je suis très heureux que nous ayons pu tenir ce matin un nouveau conseil des ministres franco-allemand et je tiens vraiment, à nouveau, à remercier la chancelière d'avoir décidé d'organiser ce conseil à Paris, en raison de sa date, alors qu'il était prévu initialement de le tenir à Berlin. Je suis très sensible à ce geste.

Nous avons pu, ce matin, nous rendre ensemble dans le 18^e arrondissement voir une initiative conduite par l'OFAJ dans plusieurs quartiers à la fois français et allemands. Nous avons ensuite tenu un conseil de défense et de sécurité, ce qui ne s'était pas fait depuis bien longtemps à ce niveau. Ce qui nous a permis de rentrer dans le détail des sujets de défense, de sécurité et de migration, sur lesquels je vais revenir dans quelques instants.

Après un entretien restreint, nous venons donc de rassembler l'ensemble des ministres qui ont travaillé ensemble ce matin et dont les équipes ont travaillé depuis plusieurs semaines pour préparer ce conseil des ministres et je tiens à les en remercier.

Je crois que ce conseil, non seulement acte une convergence de vues très forte entre nos deux pays face aux grands risques internationaux, face à l'agenda mondial et européen qui est le nôtre. Mais il a permis également de mettre en lumière plusieurs initiatives concrètes que nous avons prises ces dernières semaines, que nous avons actées aujourd'hui ou que nous allons prendre dans les prochaines semaines.

Avec la chancelière Merkel, nous défendons un agenda commun d'une Europe qui protège et qui puisse protéger davantage. Dès la première visite à Berlin, nous avons partagé cet agenda, qui nous a permis d'avancer de concert, en lien avec nos ministres, aussi bien au Conseil

européen qu'au G20, que vous avez présidé, je vous remercie encore de l'accueil qui nous a été fait la semaine dernière. Je profite pour également remercier le maire d'Hambourg et lui redire tout mon soutien personnel, suite aux dégradations et aux attaques odieuses dont la ville a pu être l'objet.

Cet agenda d'une Europe qui protège, c'est ce qui nous a permis de travailler ensemble sur le travail détaché, nous en avons reparlé aujourd'hui, les ministres continuent à oeuvrer en ce sens et donc à ne pas accepter un compromis qui était insuffisant, mais à oeuvrer pour que nous puissions, en franco-allemand, construire une solution qui permette de mieux réguler cette Europe sociale et permettre que partout dans nos pays, pour un même travail, nous puissions avoir la même rémunération.

C'est également cette même vision des choses qui nous conduit à avoir, au niveau européen comme au niveau international - nos ministres de l'économie et des finances y travaillent tout particulièrement - la même vision du libre et juste commerce, qui nous a conduits à défendre le principe de réciprocité, d'une part, la défense de nos intérêts stratégiques, tout en continuant à ouvrir nos frontières et à lutter contre tout protectionnisme et contre toute tentation de dumping qui peuvent aujourd'hui advenir dans le jeu international.

L'Europe qui protège, c'est aussi, face aux migrations, les réformes et les initiatives que nous pouvons prendre. Le gouvernement a présenté hier un plan ambitieux pour permettre de répondre à l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés. Je souhaite que la France ait une politique beaucoup plus volontariste et humaine, qu'elle réduise les délais de traitement en matière d'accueil des migrants et ait une politique plus efficace.

C'est aussi ce qui nous a conduits - nous en avons parlé hier avec la chancelière et nous avons refait le point aujourd'hui - à avoir des actions communes en termes de prévention de ces migrations. Ce qui est un point indispensable, si là aussi, on veut être à la fois plus efficaces et plus humains. C'est ce qui nous a conduits aujourd'hui à réunir un conseil franco-allemand d'intégration, qui est une initiative que vous avez lancée avec mon prédécesseur et qui trouve aujourd'hui son achèvement à travers l'installation de cette structure.

L'Europe qui protège et notre agenda commun en la matière, c'est également les initiatives que nous prenons en matière de politique de défense et de politique de développement. Je considère que ce conseil, à travers le travail conduit par nos ministres des affaires étrangères et ministres de la défense, a été un moment important de notre convergence en la matière. Nous avons donné un contenu à ce que le dernier conseil européen nous a permis de faire ensemble, à travers la coopération structurée permanente dont nous avons défini les critères. Nous avons une stratégie commune en franco-allemand pour faire davantage, stratégie que nos ministres de la défense partageront, dès cet après-midi, ensemble avec plusieurs de leurs collègues et avec également la haute représentante de l'UE, Mme Federica Mogherini, qui était à nos côtés, il y a quelques instants.

C'est ce nouveau cadre de coopération qui rassemblera les États membres qui souhaitent s'engager davantage en matière de financement, de capacités et de missions de défense et je pense qu'il est très important ainsi que nous ayons pu définir nos critères conjoints.

Nous avons aussi défini les critères et les modalités de financement du fonds européen de défense, ainsi qu'une série d'initiatives : les études et programmes dans le domaine militaire qui nous engageront, nous, nos armées et nos industries, dans la durée sur des programmes que nous avons définis très clairement, les futurs systèmes de char et d'artillerie, l'aviation, les drones, les hélicoptères, les futures technologies de rupture, en particulier dans le domaine du numérique.

Ce sont autant d'initiatives concrètes sur lesquelles nous avons décidé d'investir ensemble, de coordonner nos politiques de recherche et développement, d'achat et d'avoir aussi une vraie coordination en matière d'export.

Le troisième point important à cet égard, c'est l'alliance pour le Sahel. Je m'étais rendu il y a quelques semaines, après que nous nous sommes entretenus longuement sur ce sujet avec la chancelière, à Bamako. J'avais annoncé cette initiative. Nos ministres viennent de signer cette alliance pour le Sahel pour soutenir le développement des pays de cette zone où se joue une partie de notre avenir commun avec un souhait que nous partageons avec la chancelière, agir de manière efficace et rapide et donc en finançant les projets en direct, en mettant en commun nos financements et en ayant une action résolue pour la santé, l'éducation, la stabilité démocratique entre autres dans les pays du Sahel.

Parce que c'est cette double stratégie que nous allons continuer à conduire, sécurité et développement. C'est dans cette complémentarité qu'avec l'Union européenne, nous souhaitons agir efficacement dans la région, ce qui est là aussi une manière non seulement de protéger nos concitoyens, mais de prévenir des vagues migratoires que nous ne maîtrisons pas et qui, aujourd'hui, déstabilisent très profondément notre région.

Nous avons également évoqué les questions de sécurité, de contrôle aux frontières, de lutte contre le terrorisme en mettant davantage justement de coopération. Nos ministres de l'intérieur nous ont à cet égard présenté les coopérations en cours et à venir, le renforcement conjoint de l'agence FRONTEX et les initiatives de lutte contre la cybercriminalité que nous allons accélérer dans les prochaines semaines, en lien direct avec l'agenda européen que nous nous sommes fixé.

Deuxième grand volet après cette Europe qui protège, c'est une Europe qui avance, une Europe de l'ambition sur laquelle nous avons là aussi lancé une série d'initiatives avec nos ministres. D'abord, en actant des recherches et financements conjoints en matière de micro et nanoélectronique avec un fonds numérique conjoint entre KfW et la Bpifrance qui permettra de financer, là aussi de concert, des start-up et des entreprises du numérique de part et d'autre de la frontière ; avec un projet de convergence de la fiscalité des entreprises, nos ministres de l'économie et des finances portent la stratégie qui permettra de donner un cadre d'affaires encore plus stable à nos entreprises ; et avec une feuille de route volontariste d'initiatives communes que nous prendrons d'ici la fin de l'année en matière d'une plus grande intégration de la zone euro et de l'Europe.

Nos ministres nous ont rendu compte des travaux qui ont été menés de concert, qu'il s'agisse des sujets de financement, des sujets de régulation ou des sujets d'organisation collective, pour

préparer nos économies au numérique. Nous aurons, avec la chancelière, une nouvelle réunion à la fin du mois d'août pour préparer ensemble le sommet européen de Tallinn dont l'agenda sera un agenda numérique pour porter notre vision commune sur les sujets de droits d'auteur, sur les sujets de régulation du numérique, de financement parce que nous avons besoin de ce cadre franco-allemand.

Je me félicite également que nos ministres du travail aient pu réunir l'ensemble des partenaires sociaux de nos deux pays pour partager les défis que la mutation du numérique entre autres nous impose et qui nous conduit à procéder à des adaptations, des réformes, des ajustements pour préserver les droits de chacune et chacun dans un univers en profond changement.

Cette Europe de l'ambition et cette Europe qui avance, c'est aussi celle que nous voulons ensemble pour l'apprentissage et là-dessus, nous nous sommes fixés pour objectif, d'ici la fin de l'année, de donner un contenu et des premières réalisations à cet ERASMUS+ qui doit inclure l'apprentissage - nous en avons parlé ce matin à l'OFAJ - et qui est une initiative à laquelle, avec la chancelière, nous tenons beaucoup.

Je veux aussi ici insister sur l'importance de la culture et de l'éducation et de l'enseignement supérieur dont nous avons longuement discuté aussi bien ce matin que durant la réunion de ce conseil des ministres. D'abord, parce que nous avons pris des engagements clairs avec une mise en oeuvre rapide. La France a rétabli les classes bilangues : ce seront 1.200 classes bilangues rouvertes dès cette rentrée, ce qui veut dire en collège à peu près 540.000 collégiens qui apprendront l'allemand. Ce qui signifie un niveau qui n'a jamais été atteint dans nos collèges. De la même façon, c'est une augmentation de 50% de l'enseignement de l'allemand en classe primaire qui sera actée dès la rentrée prochaine par l'action résolue du ministre sur ce sujet.

Nous avons aussi acté une série de développements conjoints en termes d'enseignement supérieur et de recherche, en matière d'intelligence artificielle, en matière d'échanges et de coopération, tout particulièrement sur les sujets du climat, de la transition numérique et énergétique, avec cette volonté ensemble d'avoir des projets de formation et d'attraction des meilleurs chercheurs.

Enfin, sur les projets culturels, là aussi, plusieurs initiatives ont été conduites et nous avons ce matin pu voir l'importance des sujets culturels, en particulier dans le cadre de la transformation numérique, avec la volonté d'avoir un agenda franco-allemand pour défendre notre modèle commun de protection des auteurs, de la création artistique face à des visions de la société qui ne sont, je crois, pas toujours les nôtres, où la marchandisation de tout peut finir par signifier la disparition de beaucoup de choses. Et donc nous tenons l'un et l'autre à l'excellence culturelle et la créativité dans nos deux pays, ce qui nous a conduits à arrêter un agenda commun et une forte coordination en la matière compte tenu des réformes européennes à venir.

Enfin, nous avons échangé sur le climat avec là aussi un agenda commun ambitieux. La chancelière accueillera en novembre prochain à Bonn la nouvelle COP qui sera présidée par les Fidji. Je me rendrai personnellement à Bonn pour soutenir les initiatives qui seront prises en matière de lutte contre le réchauffement climatique et le 12 décembre à Paris, nous accueillerons une conférence de suivi de l'accord de Paris qui se concentrera tout

particulièrement sur le sujet des financements qui doivent être mis en oeuvre ensemble, nous allons travailler à la préparation de cet agenda.

Le ministre a rendu compte des initiatives avec ses collègues qui étaient d'ores et déjà prises en matière de convergence réglementaire et de décisions communes. Nous avons, nous le savons, en Europe un agenda très ambitieux encore à prendre en matière climatique et nous oeuvrerons ensemble pour que, sur le sujet des standards, des régulations, de la fiscalité comme du prix du carbone, nous puissions décider ensemble et jalonner les prochains mois de décisions concrètes.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je souhaitais en quelques mots rappeler en synthèse de ce conseil des ministres qui, comme vous le voyez, a été extrêmement dense, qui montre d'abord la force de cette coopération et la nécessité que cette coopération soit encore plus forte demain qu'elle ne l'est aujourd'hui parce que tous les défis que je viens d'évoquer sont des défis qui dépassent nos frontières nationales, qui sont tous des défis mondiaux, qui imposent une forte convergence de vue entre la France et l'Allemagne.

C'est dans cet esprit, je crois pouvoir le dire, qu'avec la chancelière, nous souhaitons travailler ensemble. C'est en tout cas l'esprit auquel je m'applique en remerciant à nouveau la chancelière et son gouvernement d'être venus à Paris aujourd'hui, en la remerciant à nouveau de nous avoir accueillis la semaine dernière pour un G20 réussi./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)